



A quelle distance peut-on planter ?

Qu'est-ce qu'une plantation ?

La législation concernant les plantations est reprise en grande partie au chapitre V du Code rural. Bien que relativement ancienne (elle date du 7 octobre 1886 !), cette loi a très peu changé. Elle régleme les distances des plantations en fonction du type et de la taille des arbres.

Le terme « plantation » doit être pris dans son sens le plus large, c'est-à-dire qu'il signifie tant l'action de planter de nouveaux arbres que l'action de conserver les plantations qui existent déjà.

Que peut-on planter ?

Depuis le 4 février 2020, l'article 3.133 du Code civil supprime et remplace l'article 35 du Code rural qui réglait la matière en définissant deux types d'arbres : les arbres à haute tige (les arbres qui peuvent, en théorie, atteindre une hauteur de plus de 3 m si on les laisse pousser) et les arbres à basse tige (les arbres qui, par nature, ne peuvent atteindre la hauteur de 3 m).

Arbres d'une hauteur de 2 mètres, arbustes et haies

Ces deux catégories d'arbres disparaissent, dans un esprit de simplification. Pour éviter toute confusion (on parlait avant de la hauteur qu'un arbre pouvait atteindre « en théorie »), on distingue donc maintenant d'une part, les arbres d'une hauteur (réelle et non théorique) de 2 mètres au moins et d'autre part, les arbustes et haies.

Une haie vive est constituée d'arbustes, de ronces, d'épines et/ou de branchages vivants entrelacés.



La législation ne fixe pas de hauteur ni d'épaisseur maximum. Néanmoins, pour être considérée comme telle, une haie ne peut dépasser une hauteur de 2 m ni dépasser en épaisseur la limite de la propriété.



Attention ! La nouvelle législation est entrée en vigueur le 1er septembre 2021. Dès lors il n'est pas possible de remettre en cause les plantations effectuées avant cette date, conformément au Code rural.

Arbres et haies remarquables

Il s'agit d'arbres et de haies qui présentent un intérêt esthétique et paysager (par exemple, un arbre isolé et âgé de plus de 30 ans). Ils font l'objet d'un recensement, dépendant de la DGO4 (art. R.IV.4-9. du CoDT).

Ils sont donc protégés et ne peuvent être arrachés sans autorisation : leur arrachage requiert l'octroi d'un permis d'urbanisme (art. D.IV.4. 12° du CoDT).

Est-ce l'unique protection dont ils bénéficient ?

Non. Les arbres et haies remarquables sont parfois classés comme sites et zones protégées et bénéficient d'une protection du patrimoine (art. R.IV.4-7. et art. R.IV.4-11. du CoDT).



Clôtures, haies sèches et fossés

Il ne s'agit pas, à proprement parler, de plantations mais d'éléments artificiels, non-vivants formant un écran (opaque ou non).

Une clôture peut être constituée de différents matériaux : métal, mur, haie, arbre, mur mitoyen...

Une haie sèche peut être constituée de branchages coupés.

Un fossé peut être considéré comme clôture.

Faut-il un permis d'urbanisme pour installer une haie ou une clôture ?

La plantation d'une haie ne nécessite pas de permis d'urbanisme. Celle-ci doit cependant respecter les distances et hauteurs prescrites, reprises dans le point suivant.

Pour une clôture, les conditions suivantes doivent être remplies pour être dispensé de permis (art. R.IV.1-1.M.1 et M.2 du CoDT) :

→ hauteur max de 2 m ;

→ clôture dans les matériaux suivants :

- piquets reliés par des fils ou treillis, avec éventuellement à la base une plaque de béton ou un muret de 70 cm de haut ;
- piquets reliés par 1 ou 2 transverses horizontales ;
- palissades en bois ;
- gabions de max 20 cm d'épaisseur ;

→ clôture située à l'arrière du bâtiment ou non visible depuis la voirie (le choix des matériaux est libre).

Pour un mur de soutènement, les conditions suivantes doivent être remplies pour être dispensé de permis :

→ hauteur max : 70 cm ;

→ matériaux : tout type, y compris en gabions.

Pour un portique ou portillon, les conditions suivantes doivent être remplies pour être dispensé de permis :

→ hauteur max : 2,00 m ;

→ il doit permettre une large vue sur la propriété.

Si l'une de ces conditions n'est pas rencontrée, un permis d'urbanisme d'impact limité est requis sans le concours obligatoire d'un architecte.

Attention, il se peut que certains règlements vous imposent des prescriptions urbanistiques particulières.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter nos fiches relatives au permis d'urbanisme, aux travaux de minime importance et à la déclaration urbanistique préalable (PU, TMI et DU).

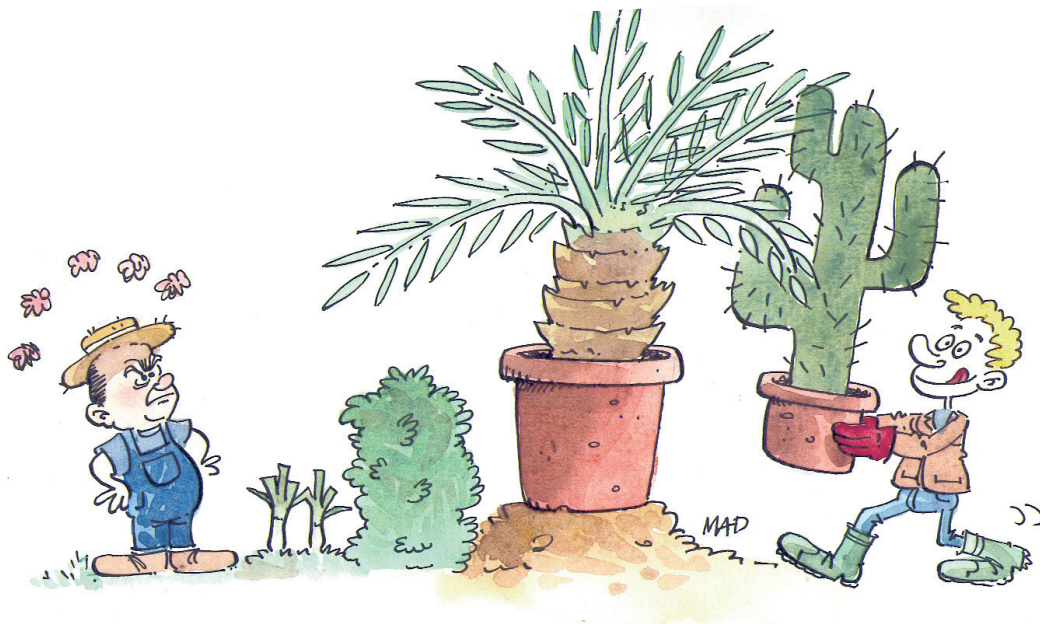


Quelles sont les distances de plantation à respecter ?

Tout propriétaire peut clôturer son terrain conformément aux dispositions du Code civil (art. 3.61 du Code civil). Les distances à respecter pour réaliser des plantations en bordure de votre terrain dépendent du type de plantation que vous voulez effectuer.

Arbres fruitiers en espalier

Un voisin ne peut pas s'opposer à la présence de plantations qui ne sont pas plus hautes que la clôture existante entre les parcelles. Dans ce cas, s'il s'agit d'une clôture non mitoyenne, son propriétaire a le droit de s'en servir comme appui pour ses plantations (art 3.133 du Code civil).



Arbres d'une hauteur de 2 mètres

Dès que l'arbre atteint ou excède deux mètres de hauteur, il doit être planté à au moins deux mètres des limites de parcelles. Cette distance est calculée à partir du milieu du tronc de l'arbre (art 3.133 du Code civil, alinéa 1^{er}).

Autres arbres, arbustes et haies

Les autres arbres, arbustes et haies qui ne dépassent pas 2 mètres, peuvent être plantés à 50 cm de la limite mitoyenne (art 3.133 du Code civil, alinéa 1^{er}).

Le propriétaire d'une haie est donc tenu de lui garder la forme et les dimensions propres aux haies (et l'empêcher de dépasser 2 m de haut).

Une haie mitoyenne (qui sépare deux biens clôturés l'un et l'autre de toutes parts) peut être plantée à frais communs, sur la limite ou à cheval sur la ligne séparative entre deux terrains (art. 3.105 du Code civil). Voir, à ce sujet, la fiche DP3.

Attention :

- si le mur d'appui est mitoyen (s'il appartient en copropriété aux deux voisins), la plantation est autorisée des deux côtés du mur (pour les deux voisins) ;
- si le mur d'appui est privatif (s'il n'appartient qu'à un seul des deux voisins), seul le propriétaire du mur peut y appuyer des espaliers. Son voisin pourra, lui aussi, faire pousser des arbres en espalier, à condition qu'il ne les appuie pas contre le mur. Il peut les appuyer à un treillage à condition que ce treillage ne touche pas le mur.

Remarque : la même procédure s'applique aux espèces à tige grimpante ou sarmenteuse (vigne ou glycine, par exemple).

Fossés

Un fossé peut être réalisé à la limite séparative de deux propriétés, sans aucune distance à respecter (Code Rural, art. 30).

Dans le cas d'un fossé non mitoyen, la distance à respecter par rapport à la propriété voisine doit être égale

à la moitié de la profondeur de ce fossé. Plus le fossé est profond, plus la distance à respecter doit donc être importante (un fossé profond de 2 m doit être creusé à minimum 1 m de la limite séparative, par exemple).

La distance sera égale à toute la profondeur du fossé s'il est construit contre une terre labourée ou contre un terrain en pente.

Ces distances sont-elles toujours valables ?

En règle générale, ces distances de plantation (de 2 m et de 0,50 m) sont valables aussi bien à la ville qu'à la campagne et ce, quelles que soient les dimensions de votre jardin. Cependant, il existe quelques exceptions qui peuvent faire varier les distances de plantation d'un endroit à l'autre, d'une situation à l'autre.

Usages constants et reconnus

Les distances de plantation varient parfois en fonction de la pratique constante et reconnue d'usages différents à l'endroit où les plantations sont réalisées. Cela signifie que tous les habitants d'un lieu doivent respecter une même distance, tenue comme obligatoire (même s'il ne s'agit pas des 0,50 et 2 m légaux).

Il arrive parfois que, dans les jardins situés en ville, les arbres soient plantés à une distance inférieure à la distance réglementaire. Il ne s'agit là que d'une tolérance et pas d'un usage constant et reconnu.



Pour savoir si de tels usages (constatés par la jurisprudence des juges de paix) existent pour votre terrain, renseignez-vous auprès du greffe de la justice de paix.

Règlement communal ou provincial

Les distances de plantation peuvent être modifiées également par un règlement communal ou provincial. Celui-ci peut imposer des distances de plantation différentes (voire même des hauteurs et des épaisseurs spécifiques dans le cas des haies).

Conventions particulières

Si vous souhaitez planter à une distance inférieure au minimum légal et que votre voisin marque son accord, vous pouvez conclure un accord écrit avec celui-ci afin de déroger à la règle générale.

Sachez que, pour être valable et opposable au tiers (pour conserver ce droit en cas de vente d'un des terrains, par exemple), une telle convention entre deux propriétaires doit être actée par un notaire et être enregistrée et transcrite au bureau de la conservation des hypothèques.

Prescriptions urbanistiques d'un lotissement ou d'un PCA (Plan Communal d'Aménagement)

Il existe des prescriptions très précises propres à chaque lotissement et/ou à chaque PCA. Il s'agit de règles à respecter, essentiellement en ce qui concerne le type de plantations (essences autorisées et/ou proscrites), mais aussi, parfois, en ce qui concerne les distances à respecter par rapport aux limites séparatives.



Pour prendre connaissance d'un éventuel règlement communal ou provincial, renseignez-vous auprès du service de l'aménagement du territoire de votre commune.

Le long des voies publiques

Il existe des règles particulières à ce sujet. Les conditions sont parfois différentes d'une province à l'autre. Il est important aussi de se référer au Code du Développement Territorial (CoDT), notamment en ce qui concerne les plans d'aménagement et les dispositions particulières qui sont liées aux différentes affectations du sol.

Le long des cours d'eau et des chemins de halage

Les résineux ne peuvent être plantés à une distance inférieure à 6 m des cours d'eau et de leurs sources (décret régional wallon du 11/04/84).

Le long des voies de chemin de fer

Sauf dérogation accordée par le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, la végétation doit être maintenue, le long des voies de chemin de fer, à une hauteur maximale de 1,5 mètre inférieure à la distance entre le pied de celle-ci et le rail le plus proche (Loi du 27 avril 2018, art. 20).

Quand le chemin de fer est établi en remblai ou en déblai, la distance est calculée entre le pied de la végétation et l'arête supérieure du remblai ou du déblai.

Le gestionnaire de l'infrastructure pourra interdire toute végétation autre qu'herbacée située à moins de 8 mètres des rails de chemins de fer, si cette végétation risque de mettre en péril la sécurité du trafic ferroviaire.

Pour les tronçons de ligne où la vitesse autorisée est supérieure à 220 kilomètres par heure, seule la présence d'herbacées est autorisée dans une zone de 25 mètres à partir du rail le plus proche.



Les bonnes adresses

- ✓ Les services Urbanisme, Travaux ou Environnement, ainsi que l'éco-conseiller de votre commune.
- ✓ Le Numéro Vert du Service public de Wallonie : 1718 (appel gratuit) - www.spw.wallonie.be.
- ✓ Le SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie, rue des Brigades d'Irlande 1 - 5100 JAMBES - Tél. : 081/33.25.44.
- ✓ Le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, avenue Prince de Liège 15 - 5100 JAMBES - Tél. : 081/33.51.16.
- ✓ Les Maisons de l'urbanisme de Wallonie - http://lamspw.wallonie.be/dgo4/site_amenagement/amenagement/maisonsurbanisme.
- ✓ Espace Environnement, rue de Montigny 29 - 6000 CHARLEROI - Tél. : 071/300.300 - E-mail : info@espace-environnement.be - www.lamaisondelenvironnement.be

Vous pouvez vous procurer toutes les adresses utiles à la permanence téléphonique de la Maison de l'Urbanisme et de l'Environnement, tous les matins de 9h à 12h30 au 071/300.300.